

# **Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social**

## **Résumé**



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

# DU BIEN-ÊTRE DES NATIONS : LE RÔLE DU CAPITAL HUMAIN ET SOCIAL

## RÉSUMÉ

### Introduction

Le capital humain est la notion bien connue selon laquelle les savoirs et le savoir-faire acquis par l'instruction, la formation et l'expérience représentent certaines de nos plus précieuses ressources. La notion de capital social est moins familière mais des recherches récentes, témoignant de bon sens, ont mis en évidence l'importance que les relations sociales établies, les normes de comportement et la confiance mutuelle revêtent dans bien des types de démarches sociales et économiques.

Le rapport de l'OCDE, à paraître sous le titre *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social* :

- étudie comment le capital humain et le capital social sont liés à la fois au bien-être et à la croissance économique au niveau global ;
- définit la notion de capital humain et passe en revue les ouvrages récents sur ce thème ;
- définit la notion de capital social et passe en revue les données empiriques, en particulier sur les avantages du capital social ;
- tire quelques conséquences du point de l'action gouvernementale ; et
- propose des travaux complémentaires.

Notre objectif du point de vue social n'est pas simplement de renforcer la croissance économique ; il est également d'améliorer le bien-être. Depuis le début des années 80, les mesures du bien-être révèlent un retard par rapport à l'évolution du PIB par habitant dans de nombreux pays de l'OCDE. S'il est vrai que l'on ne comprend pas bien les raisons complexes de cette divergence, le capital humain et le capital social semblent favoriser directement le bien-être, d'où leur importance. Le capital humain contribue aussi à la croissance et, d'après certains éléments d'information, ce pourrait être également le cas du capital social.

### Conclusions essentielles sur le capital humain

Le capital humain englobe les connaissances, les qualifications et des caractéristiques personnelles telles que la persévérance. Pour les individus, l'investissement dans le capital humain procure un rendement économique en augmentant à la fois les taux d'emploi et les revenus du travail. On peut démontrer ce résultat soit en examinant les niveaux d'instruction, soit par des mesures plus directes du capital humain telles que les résultats obtenus aux évaluations des capacités de lecture, d'écriture et de calcul.

Outre les avantages dont profitent les individus, l'investissement dans le capital humain peut être bénéfique pour l'économie dans son ensemble. En principe, il devrait être possible de discerner cette incidence économique globale dans le taux de croissance économique, mais en pratique il est difficile de la confirmer et de la chiffrer. Des travaux très récents de l'OCDE ont contribué à apporter des éclaircissements à cet égard et ont montré que dans les pays Membres,

*Le rapport passe en revue les ouvrages sur le capital humain et le capital social, tire des conséquences pour l'action des gouvernements et propose des travaux complémentaires.*

*Le capital humain et le capital social contribuent directement au bien-être.*

*Le capital humain procure aux individus des avantages parmi lesquels l'amélioration des revenus du travail et l'employabilité.*

*Il contribue à la croissance économique...*

*... et semble améliorer la santé, le bien-être et l'encadrement des enfants par leurs parents*

une année supplémentaire d'études aboutit, en moyenne et à long terme, à un accroissement de la production par habitant de 4 à 7 pour cent.

Le capital humain a aussi de multiples avantages non économiques. Ainsi, l'instruction :

- tend à améliorer la santé (elle-même une forme de capital humain). Une année supplémentaire d'études réduit, selon les estimations, la consommation quotidienne de cigarettes de 1.6 pour les hommes et de 1.1 pour les femmes ;
- semble accroître le bonheur ;
- favorise l'instruction de la génération suivante. Les enfants dont les parents ont atteint le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont eux-mêmes plus de chance d'aller au bout de leurs études secondaires ; et
- est associée à une participation plus grande à la vie civique, à des activités bénévoles plus nombreuses, à l'octroi de dons plus importants à des œuvres de charité, et à un risque plus faible de délinquance.

*Le marché du travail devrait accroître la demande de compétences polyvalentes.*

On constate que la demande de capital humain évolue. Les changements apportés à l'organisation du travail, souvent conjugués à une utilisation plus intensive des TIC (technologies de l'information et de la communication), semblent aboutir à une progression de la demande de compétences polyvalentes telles que l'aptitude à travailler en équipe, la flexibilité et le sens de la communication. Parallèlement, il se pourrait que la demande de travailleurs dotés seulement de qualifications rudimentaires baisse.

### **Conclusions essentielles sur le capital social**

*Le capital social et les dispositions institutionnelles formelles facilitent la coopération.*

Le capital social est entendu de diverses façons selon les chercheurs mais dans le rapport, il représente les réseaux, les normes, les valeurs et les ententes qui facilitent la coopération au sein des groupes ou entre eux. Il faut le distinguer des dispositifs politiques, institutionnels et juridiques plus formels qui ont un rôle complémentaire dans ce processus.

*Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'évolution du capital social est contrastée.*

L'importance du capital social dans les sociétés, et l'accès des individus à ce capital, sont souvent mesurés au moyen des taux de participation à divers types d'activités associatives et des niveaux déclarés de confiance. Les études dans ce domaine révèlent une baisse du capital social aux États-Unis et en Australie, mais une évolution plus contrastée dans d'autres pays de l'OCDE. Parmi les raisons avancées pour expliquer la tendance observée aux États-Unis, on peut citer le fait que les jeunes s'investissent moins dans des activités civiques que les générations précédentes et que le temps accru passé devant la télévision diminue le temps disponible pour les relations sociales.

*A l'instar du capital humain, le capital social semble également améliorer la santé, le bien-être et l'encadrement des enfants par leurs parents.*

Les recherches établissent un lien entre d'un côté le capital social et l'accès à ce capital, et de l'autre :

- une amélioration de la santé – une étude, par exemple, montre que l'existence de liens sociaux est associée à une diminution du risque de développer la maladie d'Alzheimer ;
- un bien-être plus grand, selon les niveaux déclarés lors d'enquêtes ;
- une meilleure prise en charge des enfants ; ainsi, les liens sociaux des mères réduiraient le risque de maltraitance des enfants et les problèmes sociaux entre les enfants et les adolescents ;
- une diminution de la criminalité ; la confiance à l'égard du voisinage est associée à des taux de criminalité plus faibles ;
- une amélioration de l'administration publique – les régions ou les états où le niveau de confiance et d'engagement est plus élevé ont en général une administration publique de meilleure qualité.

Les recherches transnationales ont découvert peu de liens à ce jour entre le capital social et la croissance, ce qui reflète peut-être l'insuffisance des mesures supplétives actuelles du capital social et le stade embryonnaire des recherches dans ce domaine. Toutefois, un lien positif existe, semble-t-il, entre certains aspects du capital social et l'activité économique. Ainsi, les données observées donnent à penser que :

- les réseaux sociaux aident les personnes à trouver un emploi ;
- la confiance encourage une utilisation plus efficace des crédits ;
- les attitudes de coopération au sein des entreprises sont liées à la production et à la rentabilité ; et
- les regroupements régionaux de secteurs d'activité novateurs dépendent des réseaux sociaux locaux pour diffuser et mettre en commun un savoir tacite.

### Conséquences pour l'action du gouvernement dans le domaine du capital humain

Le capital humain se forme dans divers contextes – au sein de la famille et du foyer, dans l'environnement immédiat, sur le lieu de travail et dans de nombreux autres cadres. La sphère d'intervention des pouvoirs publics est donc vaste. Cela étant, le rapport tire un certain nombre de conséquences pour l'action des pouvoirs publics et formule quelques propositions.

Il est à présent possible de démontrer que le développement de l'enseignement postobligatoire contribue à la croissance économique dans les pays de l'OCDE. Certes, ce constat souligne la valeur de l'investissement dans la formation après l'obligation scolaire, mais l'efficacité de cet investissement dépend beaucoup de la qualité de l'enseignement scolaire voire préscolaire. Le développement des formations postobligatoires doit être accompagné de mesures de nature à résoudre les problèmes de niveaux et d'échec dans le système obligatoire et aussi à développer l'accueil et l'éducation des tout jeunes enfants, et en améliorer la qualité.

Bien que les données à cet égard demeurent quelque peu incertaines, les programmes d'enseignement et les méthodes pédagogiques devront peut-être faire une plus grande place à l'acquisition des compétences polyvalentes, telles que l'aptitude à travailler en équipe, dont la demande pourrait progresser. Lorsque ces compétences sont propres à des contextes organisationnels particuliers, il faudra dans la formation dispensée par les entreprises s'assurer que les besoins de qualification sont satisfaits.

Il faudra peut-être réformer l'organisation des possibilités de formation tout au long de la vie ainsi que les incitations financières et fiscales en faveur de l'apprentissage afin de mieux répondre aux besoins des différents apprenants. Il y a lieu d'encourager, et d'évaluer rigoureusement, les formes novatrices de cofinancement, telles que les comptes formation individuels. Des incitations pourraient être envisagées pour favoriser la formation en entreprise, la formation complémentaire à temps partiel, l'alternance du travail et des études et la formation à distance ainsi que la formation basée sur l'utilisation des TIC. Ces mesures devront avoir pour objet de s'attaquer au délicat problème qui se pose pour motiver les adultes, en particulier ceux dont le niveau de formation est faible, à prendre part à des activités d'enseignement et de formation.

Certains types de capital humain – l'esprit d'équipe et le sens de la communication par exemple – jouent en faveur du capital social et les investissements destinés à l'acquisition de ce type de compétences représentent donc un apport à l'un et l'autre types de capital. Poussant plus loin cette réflexion, on peut aussi se demander s'il faudrait tenter d'assurer une formation à la citoyenneté et à la démocratie dans le système éducatif proprement dit. On pourrait également s'efforcer d'utiliser le capital social à l'appui du capital humain,

*Certains constats ont laissé entrevoir des avantages économiques du capital social.*

*L'investissement dans le capital humain a lieu dans divers cadres...*

*... et sa contribution à la croissance dépend de la qualité de l'offre de services éducatifs tout au long de la vie.*

*Les programmes d'enseignement devraient être adaptés à la demande accrue de compétences polyvalentes telles que l'aptitude à travailler en équipe.*

*Il y a lieu de renforcer les incitations à apprendre à tout âge...*

*... et les investissements dans le capital humain peuvent également favoriser le capital social.*

notamment en incitant les collectivités à apporter un soutien plus grand aux écoles locales, étant donné le lien qui a été démontré entre ce soutien et les résultats obtenus.

### **Politiques en faveur du capital social**

*Les pouvoirs publics exercent une influence indirecte, mais étendue, sur la formation de capital social.*

Les pouvoirs publics ne peuvent jouer à l'égard de la création du capital social le même rôle direct qui est le leur dans la formation du capital humain à travers le système éducatif. Parallèlement, l'influence qu'ils exercent est largement diffusée puisqu'elle couvre la plupart des domaines de décision à l'échelon local et national. Toutefois, la recherche sur le capital social se trouve à un stade précoce – autrement dit, on ne dispose guère de données aux sujets d'initiatives qui ont permis avec succès de promouvoir le capital social.

*Il est possible de tenir compte du capital social dans les processus actuels de décision.*

L'action des pouvoirs publics dans différents domaines – par exemple, l'éducation, la formation, l'aménagement urbain, le transport, le secteur associatif, la famille, la prévention de la criminalité et l'administration locale – influe déjà sur le capital social. En mettant en œuvre les politiques dans ce domaine, il faudrait avoir pour objectif de renforcer le capital social et d'éviter les actions susceptibles de lui nuire. On pourrait par exemple admettre que lorsque des services sont assurés par des bénévoles, il en découle pour le capital social un avantage indépendant de la valeur du service rendu. Les mesures prises du côté de la demande pourraient encourager le financement d'organisations qui font effectivement appel à des bénévoles, alors que les mesures prises du côté de l'offre pourraient inciter les employeurs à donner du temps libre à leurs salariés pour leur permettre de mener des activités associatives.

*Les décisions des pouvoirs publics eux-mêmes peuvent jouer un rôle utile...*

Les processus de décision des pouvoirs publics eux-mêmes, à l'échelon national et local, peuvent soit contribuer, soit nuire à la formation de capital social. Ainsi, les mécanismes de consultation qui parviennent à renforcer l'engagement civique et à réduire l'indifférence des électeurs, peuvent entraîner des dépenses pour l'État, mais devraient également procurer des avantages sociaux. Les pouvoirs publics pourraient faire davantage pour améliorer la transparence de leur action, et de sa raison d'être, en devenant éventuellement eux-mêmes plus accessibles grâce à de nouveaux dispositifs tels que les sites sur le Web. Si cette entreprise est bien conduite, dans le respect du contexte local ou national, les gouvernements devraient être mieux compris et le capital social serait peut-être favorisé grâce à une amélioration de la confiance à l'égard de l'État ainsi qu'à une meilleure administration.

*... tout comme la politique en matière de TIC.*

Les TIC offrent aux personnes de nouvelles possibilités de se mettre en rapport – au moyen par exemple du courrier et des groupes de discussion électroniques – et aux organisations celles de communiquer avec des particuliers par l'intermédiaire de sites sur le Web. Dans le même temps, les TIC pourraient exclure leurs utilisateurs de contacts en face à face, un peu de la même façon que la télévision, entraînant par là même une diminution du capital social. Certaines personnes n'ayant pas accès aux TIC ou ne maîtrisant pas leur utilisation pourraient également rester en marge des nouveaux réseaux sociaux et sources d'information basés sur ces technologies – d'où la fracture numérique. Les pouvoirs publics ne peuvent maîtriser ce processus, mais sont à même de le réorienter dans la bonne direction par leurs propres politiques en matière d'accès aux TIC et d'utilisation de ces technologies.

*Les services locaux de santé peuvent tirer parti des avantages que le capital social présente sur le plan de la santé.*

On peut assurer les services de santé, en particulier à l'échelon de la collectivité, en étant conscient dans une certaine mesure des avantages que les relations au sein de la collectivité procurent du point de vue de la santé. Dans l'espoir d'améliorer l'état de santé et le bien-être, on pourrait, en effet, encourager une forme de prestations de services qui permettraient aux personnes souffrant de maladies ou d'incapacités de rester plus près de leur famille ou de leur environnement habituel.

## Équité et exclusion sociale

Étant donné le rôle considérable que le capital humain, et l'accès au capital social, jouent dans la détermination des chances dans la vie de chacun et chacune, ces deux formes de capital ne manqueront pas d'avoir une incidence tout aussi forte sur l'exclusion sociale et l'équité. Toutes les politiques influant sur le capital humain et le capital social ont des conséquences pour la répartition de ces formes de capital entre les différents groupes de la société et, par conséquent, pour l'exclusion sociale et l'équité. Il s'ensuit que ces conséquences devront être envisagées dans leur intégralité et qu'il faudra les mettre en balance au moment où les politiques influant sur le capital humain et social seront élaborées. Il sera souvent plus important d'envisager l'équité et l'exclusion sociale dans les principaux programmes que dans les programmes spécifiques (souvent à petite échelle) dont la principale finalité est d'atténuer l'exclusion sociale.

*L'équité et l'exclusion sociale doivent être envisagées dans tous les cadres d'action.*

## Besoins de recherche futurs

La mesure des compétences pourrait dépasser le domaine de la lecture, de l'écriture et du calcul et s'étendre à des compétences telles que l'aptitude à travailler en équipe, l'aptitude à résoudre des problèmes et la maîtrise des TIC. S'il est vrai que ces compétences ou certains de leurs aspects peuvent dépendre du contexte culturel, il importera malgré tout d'améliorer la mesure même lorsque, par exemple, les instruments utilisés dans les enquêtes internationales existantes sont inappropriés. Il s'agira par exemple de continuer à exploiter les résultats de l'*Enquête internationale sur la littératie des adultes* afin de couvrir une palette plus large de compétences utiles dans la vie courante.

*Les mesures du capital humain pourraient aller au-delà de l'évaluation des capacités de lecture, d'écriture et de calcul...*

Nous devons comprendre plus clairement comment la demande de capital humain évolue et continuera d'évoluer à la fois quantitativement et qualitativement. Cette étape sera primordiale pour orienter les projets actuellement entrepris pour former les travailleurs à la nouvelle économie du savoir, ainsi qu'à l'ancienne économie, et pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés ceux dont les compétences sont limitées ou dépassées. Des travaux complémentaires pourraient être nécessaires afin d'associer la réflexion au sujet de l'évolution de la demande de compétences à la question de la structure des programmes d'enseignement scolaire et à celle de l'équilibre à trouver entre la formation initiale et l'éducation et la formation tout au long de la vie.

*... et les changements survenus du côté de la demande pourraient être évalués.*

La notion de capital social demeure assez fluctuante : il y a lieu d'en approfondir la définition conceptuelle, de préférence en rattachant cet exercice à des travaux empiriques. A cette fin, il pourrait être nécessaire d'affiner notre classification des différentes formes de capital social, et de déterminer les domaines d'analyse et les types de capital social pour lesquels l'utilisation de cette notion a des chances d'être la plus fructueuse.

*Des recherches plus poussées pourraient permettre d'explicitier la notion de capital social...*

Il faudra améliorer la mesure du capital social au sein des groupes sociaux de même que celle de l'accès individuel au capital social, ces deux types de mesure devant être distincts mais articulés entre eux. Les dispositions déclarées à l'égard de la confiance ou les activités concernant la socialisation informelle, le comportement des électeurs, l'adhésion à divers types d'organisations et le bénévolat constituent des indicateurs importants du capital social. Des progrès seront nécessaires pour mettre au point des mesures internationales fiables de ces indicateurs.

*... d'en améliorer la mesure...*

Étant donné nos connaissances limitées, les politiques dans le domaine du capital social devront être élaborées peu à peu et il faudra faire preuve de rigueur dans leur pilotage et leur évaluation. Grâce à cela, on comprendra de mieux en mieux les actions qui permettent avec succès de promouvoir le capital social ainsi que les contextes dans lesquels le développement du capital social procure le maximum d'avantages.

*... et de déterminer les actions efficaces.*

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(00 2001 16 2 P) – n° 81072 2001